aefo75

En Bref

BULLETIN BIMENSUEL PUBLIÉ PAR L'AEFO / NUMERO 677 / LE 21 MARS 2014

Éducation et santé : notre mission sociale

Le 7e congrès d'orientation de l'AEFO, tenu à Ottawa du 8 au 11 mars pendant la semaine de relâche, aura permis aux congressistes de se prononcer sur la mission sociale de l'AEFO. Les deux thèmes retenus : éducation et santé.

Dans un premier temps, le conférencier Christian Nadeau a lancé des idées, choquantes par moment, qui en ont fait réfléchir plus d'un. Par la suite, les discussions pour décider de notre mission sociale auront amené plusieurs congressistes à faire un plaidoyer passionné pour une cause ou l'autre, à laquelle ils tenaient particulièrement. C'est d'ailleurs peut-être la raison pour laquelle l'atmosphère du congrès m'a semblé si positive : choisir une mission sociale permet probablement de dévoiler le meilleur de soi-même.

Le leadership de l'AEFO s'est donc à nouveau affermi pendant ce congrès où les festivités ont aussi été de la partie, notamment lors des célébrations du 75e, durant lesquelles les congressistes ont assisté au dévoilement d'une exposition virtuelle (aefoexpo75.ca), qui décrit l'évolution de l'AEFO, des conditions de travail des travailleuses et des travailleurs, et de la communauté francophone, au fil des ans.

Comme prévu, les réseaux sociaux étaient bien présents. Les congressistes ont tweeté en utilisant le hashtag #aefocongres. Ils ont lu et aimé nos publications sur Facebook… Ce n'est qu'un début, mais qui m'encourage à aller de l'avant. En effet, vous pouvez maintenant suivre mes propos sur @aefopresidence.

J'ai eu le plaisir de revoir les membres que je côtoie depuis mes débuts à l'AEFO et qui, dans plusieurs cas, ont été mes modèles. Je tiens à vous dire que j'ai été extrêmement heureux de voir tant de nouveaux visages et l'intérêt de nos membres qui s'impliquent pour la première fois. Et comme m'a dit une congressiste : « Au plaisir de se voir au prochain congrès! »

Le président,

Carol Jolin

Environ 200 déléguées et délégués ont assisté au congrès de l'AEFO, qui a eu lieu du 8 au 11 mars à Ottawa. Certains d'entre eux portaient le chandail vert offert dans le cadre du 75e de l'AEFO.

Bien plus qu'un syndicat, depuis 75 ans

7e congrès d'orientation

8, 9, 10 et 11 mars 2014

AIMEZ NOTRE PAGE
facebook.com/aefo.on.ca
SUIVEZ NOUS SUR
twitter.com/@aefo_on_ca
linkedin.com/company/aefo
DÈS AUJOURD'HUI.

Mission sociale de l'AEFO : éducation et santé

Pourquoi parler de mission sociale?

Comment choisir entre quatre axes valables, essentiels, d'une urgence toujours d'actualité? Pour mieux cerner le propos, l'AEFO avait fait un sondage auprès des membres, ainsi que des consultations à l'échelle provinciale. La firme PGF Consultants Inc. avait ensuite compilé les résultats pour dégager quatre principales initiatives : éducation, construction identitaire, santé et communautaire. En tant qu'individu, chacun des membres de l'AEFO avait son opinion et privilégiait une cause ou une autre, ce qui a été possible d'entendre lors de discussions animées.

Pendant deux jours, les congressistes ont pu débattre du sujet. Il ne s'agissait pas d'ajouter de nouvelles causes de luttes et de revendication – l'AEFO s'implique déjà au niveau social, politique, etc., par des actions, des partenariats et des prises de position – mais plutôt de concentrer les efforts du syndicat, de trouver des balises. La question centrale était la suivante : quelle action positive pouvons-nous choisir pour l'avancement de la société, son bien-être?

Les congressistes ont finalement choisi d'ancrer la mission sociale de l'AEFO en privilégiant le secteur de l'éducation et le secteur de la santé, ce qui n'exclut cependant pas une présence des deux autres champs d'intérêt - il ne s'agit pas de négliger les causes qui peuvent susciter l'engagement des membres de l'AEFO, mais bien d'ancrer les démarches du syndicat de manière plus ciblée.

Un philosophe sur le syndicalisme

Il y a plusieurs façons de véhiculer des idées sur le syndicalisme, de s'impliquer. Étant donné le caractère social du congrès cette année, et l'obligation qu'avaient les congressistes de trouver les champs d'action dans lesquels l'AEFO va devoir s'investir, il semblait pertinent de faire appel à une vision différente du syndicalisme.

C'est donc un conférencier qui s'intéresse au rôle des syndicats à notre époque, Christian Nadeau, qui a lancé la discussion sur la mission sociale. Ce philosophe, auteur de nombreux ouvrages (*Liberté, égalité, solidarité*, entre autres, publié aux éditions du Boréal), a insisté sur la valeur fondamentale de tout syndicat : la solidarité. En effet, il est impossible de travailler dans des circonstances adéquates, de façon digne, si on ne pense qu'à ses intérêts personnels – légitimes et essentiels, toutefois - comme le régime de retraite, les vacances, les congés de maladie. Il n'y a pas d'intérêt particulier s'il n'y a pas d'intérêt commun. La vraie force d'un syndicat est donc sa vocation sociale.

Philosophe avant tout, Christian Nadeau est un intellectuel qui s'intéresse au rôle des syndicats à notre époque. Le conférencier a su donner des pistes de réflexion aux congressistes par un questionnement passionné. Deux idées à noter : un syndicalisme qui irait à l'encontre de sa mission sociale, ce serait une trahison; et la solidarité, « c'est l'âge adulte d'une société ».

De nombreux congressistes ont assisté à l'atelier Congrès 101 : mode d'emploi, lors duquel Maureen Davis, cadre en relations professionnelles à l'AEFO, a dévoilé tous les secrets du Code Morin, qui détermine les procédures des assemblées délibérantes.

Ô Canada! L'hymne national a donné le coup d'envoi au congrès, entamé avec fierté par Caroline Morin, présidente de l'Unité 66 - Centre-Est catholique, Gabrielle Lemieux, présidente de l'Unité 57 – Nord-Ouest publique et Richard Proulx, membre de l'Unité 66.

Des idées pour s'inspirer

La philosophie est une chose, les actions concrètes et l'expérience en sont une autre. C'est pourquoi l'AEFO avait invité des personnes dont l'expérience en Ontario français leur donnait une perspective personnelle d'un engagement social et de son impact dans la communauté. En voici quelques exemples.

Fabien Hébert, directeur général de l'Hôpital de Smooth Rock Falls, a insisté sur le grand nombre des membres de l'AEFO : « 10 000 membres qui travaillent à l'unisson, ne manquez pas cette opportunité », a-t-il dit. « Pour réussir à accomplir quelque chose, à avoir une mission sociale qui ait un sens, chacun doit faire un petit bout de chemin. »

Dans l'ordre habituel, Benoît Hubert, de PGF Consultants Inc. et en arrière plan, Fabien Hébert, Me Ronald Marion, et Camélia Djama. Trois exemples d'une contribution dans différents secteurs d'intervention.

Me Ronald Marion, juge à la Cour de justice de l'Ontario à Windsor, a parlé des bénéfices politiques qu'on obtient en participant activement à l'essor de nos communautés. Il a toutefois précisé qu'il faut de la patience lorsqu'on s'engage pour une cause sociale : « L'impact n'est pas toujours évident. Ça peut vous prendre des années avant de réaliser vos objectifs. »

Camélia Djama, administratrice au conseil d'administration de l'ACFO, a tenu à remercier les membres de l'AEFO. « Vous faites un travail fantastique, » a-t-elle dit. « Vous ne pouvez pas savoir l'impact que vous avez sur nos enfants. Vous êtes déjà engagés dans la communauté. Continuez, pour que cette communauté grandisse et continue à aller plus loin. »

Nathalie Ladouceur, membre de l'AEFO, a fait une courte présentation par vidéo. Elle était à Haïti, en train de « vivre sa mission sociale ». Elle a affirmé avoir de la chance d'appartenir à une association qui a une grande capacité d'influence, et qui est prête à aider les autres.

Et maintenant?

Éducation, santé… Il s'agit de deux thèmes qui, on le conviendra, ont des horizons plutôt vastes! Mais choisir une mission sociale pour l'AEFO ne représente que le début du processus. L'AEFO doit maintenant définir encore plus précisément ce que doit être sa mission sociale et tracer, concrètement, les grandes lignes des actions possibles qui seront ensuite validées par le comité exécutif et le conseil d'administration d'ici la fin de l'année scolaire.

Parmi les possibilités d'intervention : l'éducation postsecondaire en français, l'amélioration des services de santé en français, et plus particulièrement les services de santé mentale.

Kathleen Ballantyne, du Régime d'assurance des enseignantes et des enseignants de l'Ontario (RAEO), remet une tablette Surface au gagnant d'un tirage, Ronald Brisebois de l'Unité 61. Parmi les autres kiosques promotionnels : le CFORP, Shepell-fgi et les Enseignantes et enseignants retraités de l'Ontario (ERO).

Un ancien président et directeur général de l'AEFO, Guy Matte, et une ancienne présidente de l'AEFO, Lise Routhier Boudreau, en réflexion lors du congrès. Les deux présidences d'assemblée se sont assurées du bon déroulement du congrès.

Queen's Park au congrès

Projet de loi 122, tests standardisés, éducation en Ontario… Tels ont été les grands thèmes des porte-paroles des trois partis politiques à Queen's Park. Leurs allocutions ont soulevé différentes réactions, selon le sujet abordé et la manière de l'aborder. À titre d'exemple, une vague de mécontentement a pu se faire sentir dans la salle où s'étaient rassemblés les déléguées et les délégués lorsque l'honorable Liz Sandals, ministre de l'Éducation de l'Ontario, a parlé des tests standardisés, auxquels s'oppose l'AEFO. Les congressistes l'ont toutefois applaudie lorsqu'elle a mentionné un amendement au projet de loi 122, qui donnerait une seule table de négociation au secteur francophone. Les trois porte-paroles ont souligné l'excellence de l'éducation en Ontario, et ont suggéré à leur manière des façons de l'améliorer.

La ministre de l'Éducation, l'honorable Liz Sandals, a souligné que les conservateurs ont tenté par tous les moyens de bloquer le projet de loi 122. Elle a rappelé que son parti est favorable à l'une des recommandations de l'AEFO, selon laquelle une seule table de négociation serait à l'avenir préférable pour le secteur francophone.

Le porte-parole du NPD en éducation, Peter Tabuns, s'est posé des questions sur la pertinence des tests standardisés. Il a également parlé du projet de loi 122, que son parti a abordé avec précaution. Peter Tabuns s'était déjà adressé aux congressistes au congrès 2012. Un habitué!

Le porte-parole du Parti progressiste-conservateur en éducation, Rob Leone, s'est adressé aux congressistes en français, qui est sa 3e langue. Les congressistes ont apprécié son geste, mais ont toutefois noté que le site Web du Parti progressiste-conservateur de l'Ontario n'est pas bilingue. Rob Leone a parlé du droit au travail, de la façon dont son parti aimerait améliorer l'apprentissage des mathématiques, du PAJE, et de l'abolition du droit au travail (« right-to-work »).

Des invitées et des invités

Comme à chaque congrès, la liste des invitées et des invités de l'AEFO était imposante. Présents au congrès 2014 : Josée Scalabrini, présidente de la Fédération des syndicats de l'enseignement (Québec), Simon Normandeau, président d'Éducatrices et éducateurs francophones du Manitoba, Philippe Cyr, président de l'Association des enseignantes et des enseignants francophones du Nouveau-Brunswick… Une excellente façon de renforcer des liens déjà bien présents!

Dianne Woloschuk, représentante de la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants (FCE), a réitéré l'importance de l'adhésion de l'AEFO à la FCE, qui « tisse une solidarité nationale entre les organisations qui en sont membres. »

Julie Pauletig, présidente de la Fédération des enseignantes et des enseignants de l'Ontario (FEO), a rappelé que le Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario est le dossier le plus important de la FEO.

De g. à d. : Francine LeBlanc-Lebel, représentante de l'AEFO au bureau de la FEO, de l'Unité 61 – Moyen-Nord cath.; Valentin Youmbi, conseiller, de l'Unité 58 – Centre-Sud et Sud-Ouest pub.; Marc Lepage, première vice-présidence, de l'Unité 65 – Est cath.; Yves Durocher, conseiller, de l'Unité 63 – Sud-Ouest cath.; Carol Jolin, président, de l'Unité 66 – Centre-Est cath.; Rémi Sabourin, conseiller, de l'Unité 64 – Centre-Sud cath.; Nathalie Drolet, deuxième vice-présidence, de l'Unité 60B – Nipissing cath.; Caroline Morin, conseillère, de l'Unité 66 – Centre-Est cath., et Pierre Léonard, directeur général et trésorier de l'AEFO.

Votre nouveau comité exécutif (CE)

Le vote pour les membres du CE a nécessité de nombreux tours de scrutin. Résultat? Des « anciennes et anciens » bien connus, et des nouveaux visages : Yves Durocher, président de l'Unité 63 - Sud-Ouest catholique, et Valentin Youmbi, de l'Unité 58 - Centre-Sud et Sud-Ouest publique. Certains congressistes ont hoché la tête en signe de connivence lorsque Yves Durocher a déclaré que sa fille avait quelques réserves concernant l'AEFO à cause des absences de son père; c'est pourquoi, selon lui, le temps passé à l'AEFO doit « avoir une grande valeur ». Pour sa part, Valentin Youmbi a remercié les congressistes de lui faire confiance, et a encouragé les membres de l'AEFO à le contacter pour connaître ses intentions de vote sur les sujets importants.

Propositions et résolutions

Nouvelle loi sur les organisations sans but lucratif

À titre d'organisation sans but lucratif, l'AEFO est directement touchée par la Loi de 2010 sur les organisations sans but lucratif (OSBL). Cette loi, qui devait entrer en vigueur en janvier 2014, sera éventuellement promulguée, et apportera plusieurs changements. Par exemple, l'AEFO aura désormais des obligations additionnelles envers ses membres. De plus, les Statuts et Règlements de l'AEFO deviendront des Règlements administratifs. Les congressistes ont adopté la proposition selon laquelle la direction générale de l'AEFO étudiera la mise en œuvre de la Loi sur les OSBL. C'est à suivre…

Cotisation

La cotisation des membres statutaires suppléants et syndiqués est de 1,7 % de leur salaire annuel. La proposition concernant la réduction de cette cotisation a soulevé une discussion animée – à noter que seul le congrès d'orientation peut apporter des changements à la cotisation. Certains congressistes se sont demandés si la réduction de la cotisation était une bonne idée, notamment depuis l'adoption, au CA de février dernier, d'une proposition visant à trouver des stratégies pour réduire les dépenses de l'AEFO. La proposition ayant été défaite, la cotisation des membres statutaires suppléants et syndiqués demeure la même.

Mandat de la présidence

Deux propositions sur la durée du mandat de la présidence ont suscité de nombreuses conversations. La durée du mandat est présentement de deux ans, renouvelable. Deux propositions auraient permis à une présidence de briguer le poste pour un maximum de six ans ou pour une durée illimitée. Les deux propositions ayant été défaites, la présidence de l'AEFO ne peut rester en poste que pour un mandat de deux ans, renouvelable une fois.

Santé mentale et environnement

Les deux propositions suivantes ont été adoptées par les congressistes.

- Considérant l'urgence de la situation, que l'AEFO s'implique activement dans le dossier de l'offre des services en santé mentale en français pour les enfants et les jeunes, incluant la question de la gouvernance par les francophones.
- Qu'il soit interdit de distribuer des dépliants des candidates et candidats aux différents postes lors du congrès de l'AEFO.

Célébrations du 75e anniversaire de l'AEFO

Lise Routhier Boudreau et Léonie Tchatat ont reçu le Prix anniversaire de l'AEFO.

Prix anniversaire de l'AEFO

L'AEFO a remis son Prix anniversaire à deux Franco-Ontariennes qui se sont distinguées par leur engagement social et leur contribution exceptionnelle à la francophonie.

Lise Routhier Boudreau, d'Ottawa, est une ancienne présidente provinciale de l'AEFO. Depuis sa retraite de l'enseignement il y a 10 ans, elle continue de faire la promotion d'une francophonie dynamique et plurielle. Elle est actuellement présidente du Centre canadien de leadership en évaluation (CLÉ).

Léonie Tchatat de Toronto, a fondé et dirige La Passerelle-I.D.É, un organisme qui favorise l'insertion socioéconomique des jeunes francophones de toute origine au sein de la société franco-ontarienne et canadienne. Par son travail, elle a aussi encouragé la participation des groupes de minorités raciales et ethnoculturelles au sein de l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario.

Une exposition historique : aefoexpo75.ca

Lors d'une réception aux lumières tamisées et à l'ambiance festive en l'honneur du 75e, l'AEFO a lancé une exposition historique virtuelle qui met en lumière son travail pour améliorer les conditions de travail en enseignement, ainsi que son importante contribution à l'éducation et à la francophonie. L'AEFO tenait à ce que ses membres reconnaissent le chemin parcouru par celles et ceux qui les ont précédés, et qu'ils s'inspirent des réalisations passées pour le travail qu'il reste à faire. Cette exposition permettra de découvrir à quel point l'AEFO a contribué à l'édification de la société franco-ontarienne.

Un site Web qui retrace, entre autres, l'apport de l'AEFO en matière de syndicalisme, de pédagogie et d'éducation, est accessible à partir du aefoexpo75.ca, en cliquant sur *Accéder à l'histoire complète de l'AEFO.*

Une ambiance de fête au rendez-vous! Les invitées et invités ont toutes et tous levé un verre à l'AEFO, pour souligner son cheminement historique et sa contribution à l'essor du syndicalisme et de la francophonie en Ontario. Sur la photo, quelques déléguées et délégués de l'Unité 58 – Centre-Sud et Sud-Ouest publique ont eux aussi souligné le thème du jour : Chapeau, l'AEFO! Leurs chapeaux ont été empruntés de la cabine de photos.

Le président de l'AEFO, Carol Jolin, et Pierre Léonard, directeur général et trésorier, signent le tableau de félicitations installé à l'entrée de la réception du 75e anniversaire.

Le magicien Éric Leclerc, natif d'Ottawa, champion de l'Association canadienne des magiciens et bien connu des jeunes par ses émissions à TFO, a su ajouter un élément magique aux célébrations du 75e anniversaire de l'AEFO. Un de ses tours de magie semble avoir obtenu l'approbation d'Anne Vinet-Roy, présidente de l'Unité 60A - Nord-Est catholique.

Lors de la réception pour le 75e, une cabine de photos a été installée pour que les congressistes puissent se faire prendre en photo avec des chapeaux d'époque.
En voici un aperçu. Clic!

Après l'effort, le réconfort... par le rire! Après un excellent début de congrès, les congressistes ont ri à gorge déployée aux farces de l'humoriste Patrick Groulx, un ancien du Collège catholique Samuel-Genest d'Ottawa. Les cibles de choix : le métier d'orienteur, les savonnettes et les télécommandes dans les chambres d'hôtel, que les congressistes qui assistaient au spectacle ne verront plus jamais de la même manière!

CHAPEAU!
AEFO 75 ans

Réussite identitaire : c'est à vous d'y voir

En tant que membre du personnel enseignant, la réussite identitaire de vos élèves est l'un de vos mandats, au même titre que la réussite scolaire.

Des ateliers gratuits en avril et en mai

Une formation gratuite de deux jours, déplacement et repas payés, hébergement pour les personnes qui demeurent à plus de 70 km du lieu de formation.

Des outils ultra concrets, dynamiques, une formation intégrée à votre pratique quotidienne, des centaines d'activités pour la classe!

La construction identitaire : l'AEFO y croit

Pour l'avenir de nos écoles, parce que la formation de nos leaders francophones de demain doit se faire dès maintenant… et parce que cela fait partie de notre mission générale.

L'approche culturelle de l'enseignement : une formation qui en vaut la peine!

Pour aider vos élèves de l'élémentaire et du secondaire à valoriser la langue française et à s'approprier la culture francophone, et pour vous aider à prendre conscience de votre rôle de modèle accessible, de passeur et de médiateur culturels, le projet Leadership et pédagogie culturels vous donne des outils formidables. Pour connaître les modalités d'inscription, communiquez avec la conseillère ou le conseiller de votre région.

Leadership et pédagogie culturels

Pour le Nord
Claire Bélanger Olivier, Conseillère pédagogique, région du Nord **claire@pedagogieculturelle.ca**
Formation de base secondaire Quand : 1-2 mai 2014 (8 h 30 à 15 h 30) Où : Timmins Date limite d'inscription : 28 mars 2014
Formation de base secondaire Quand : 22-23 mai 2014 (8 h 30 à 15 h 30) Où : Sudbury Date limite d'inscription : 11 avril 2014

Pour l'Est
Marie-France Grégoire Cayer, Conseillère pédagogique, région de l'Est **marie-france@pedagogieculturelle.ca**

Pour le Sud
Réjean Dufresne, Conseiller pédagogique, région du Sud **rdufresne@aefo.on.ca**
Formation de base élémentaire Quand : 16-17 avril 2014 (8 h 30 à 15 h 30) Où : Toronto Date limite d'inscription : 6 avril 2014
Formation de base secondaire Quand : 23-24 avril 2014 (8 h 30 à 15 h 30) Où : Toronto Date limite d'inscription : 13 avril 2014
Formation de base élémentaire Quand : 12-13 mai 2014 (8 h 30 à 15 h 30) Où : Chatham Date limite d'inscription : 2 mai 2014
Formation de base secondaire Quand : 14-15 mai 2014 (8 h 30 à 15 h 30) Où : London Date limite d'inscription : 4 mai 2014

Pour la liste complète des formations, consulter le site Web de l'AEFO au **www.aefo.on.ca**

Quels sont mes droits?

Une collègue me dit que le parent d'un de mes élèves écrit des messages négatifs à mon sujet sur sa page Facebook. Plusieurs autres parents et amis du parent ont fait des commentaires sur Facebook par la suite. Des menaces ont même été proférées envers moi. Que puis-je faire?

L'employeur a l'obligation de vous fournir un milieu de travail sécuritaire et exempt de violence et de harcèlement.

Dans un premier temps, il serait important de tenter d'obtenir une copie des commentaires qui ont été placés sur Facebook.

Mais que vous obteniez ou non les commentaires placés sur Facebook, vous devez remplir le formulaire d'incident de violence et de harcèlement au travail, prescrit par la Loi sur la santé et la sécurité au travail, et en remettre une copie à la direction le plus rapidement possible. Puisque l'employeur a l'obligation de vous assurer un milieu de travail sécuritaire et sans harcèlement, la direction doit intervenir avec le parent concerné pour l'aviser que la situation est inacceptable, et trouver des solutions pour éviter que cela ne se reproduise. Par la suite, vous devez demander à la direction de vous confirmer par écrit les suivis qui ont été assurés à ce sujet. Si aucun suivi n'a été fait, vous devez immédiatement communiquer avec votre agente ou agent d'unité.

Finalement, vous devez éviter d'ajouter des commentaires sur Facebook à ce sujet et vous assurer de ne pas répondre à ceux qui ont été placés sur le site.

Si vous avez des doutes ou des questions à ce sujet, communiquez avec votre agente ou agent d'unité.

En Bref numéro 677 / Tirage : 9 800 / ISSN 0714-5578

aefo75
Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens
Bien plus qu'un syndicat, depuis 75 ans

290, rue Dupuis, 4e étage,
Ottawa (Ontario) K1L 1B5

613 244-2336 ou 1 800 267-4217
613 563-7718 ou 1 888 609-7718

aefo@aefo.on.ca
aefo.on.ca